



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Lundi 11 mai 2015

Le « modèle anglais » de Cameron : un modèle anti-ouvrier !

La City de Londres a salué d'une hausse de ses indices la large victoire du Premier ministre conservateur britannique Cameron. Après une législature, le parti de ce dernier dispose désormais de la majorité absolue au Parlement. Des deux côtés de la Manche, les réactionnaires exultent, vantant le « modèle anglais » : taux de chômage de 5,5 %, 2 millions d'emplois privés créés depuis 2010 pour 743 000 emplois publics supprimés – les chiffres du « succès » sont répétés en boucle...

Les 743 000 emplois supprimés dans le public sont bien une réalité : coupes sombres dans l'Éducation, dont le budget a diminué de 13 %, avec 156 000 postes d'enseignants supprimés. Coupes sombres dans les services sociaux de santé des collectivités locales, en baisse de 21 %.

Explosion de la précarité

Par contre, il faut voir ce que sont les 2 millions d'emplois créés dans le privé ! Contrats « zéro heure » qui lient, parfois de façon exclusive, un travailleur à une entreprise, sans que cette dernière ait d'obligation en termes d'emploi ou de minimum de salaire. 700 000 personnes auraient travaillé ainsi d'octobre à décembre derniers, en moyenne 25 heures par semaine : on est loin du retour à l'emploi. Mais, surtout, plus encore qu'ici, il y a eu une explosion du nombre d'« auto-entrepreneurs », main d'œuvre officiellement à son compte, en réalité surexploitée, à qui rien n'est dû, ni cotisation retraite, ni congés payés, obligée d'accepter des conditions de travail d'un autre âge pour pouvoir « emporter un marché », c'est-à-dire gagner quelques sous contre un travail souvent harassant...

Toute la politique de Cameron est de la même eau. Contrôles renforcés contre les chômeurs contraints de pointer quotidiennement et d'accepter n'importe quelle « tâche d'intérêt collectif » en contrepartie de leur indemnité de chômage – Cameron n'est pas loin de réinventer les sinistres « maisons de travail » du XIX^e siècle ! –, baisse des allocations familiales, comme ici liées aux conditions de ressources, augmentation de l'âge de départ à la retraite...

Un « modèle » dirigé contre les travailleurs

La politique « économique » de Cameron n'a même pas eu pour conséquence, ni pour but d'ailleurs, de restaurer les performances

industrielles : de l'aveu même de la revue *The Economist*, la productivité du travail en Grande-Bretagne est plus faible que dans les pays équivalents, preuve que les prétendus succès économiques s'appuient sur la surexploitation des travailleurs et non sur l'investissement productif.

Mais, dans un contexte de crise, peu importe aux patrons que le travail ne soit pas « productif » s'il est bon marché. Revenir sur tous les avantages des travailleurs est un objectif immédiat qui leur suffit et qui est partagé par tous les gouvernements européens.

À quoi rêvent les riches...

Voilà donc ce qui fait rêver les nantis : une société où les travailleurs n'auraient plus guère de droits, qui serait débarrassée des « contraintes » du salaire minimum, des cotisations sociales, une société où tout est organisé pour que les riches puissent niaisement étaler leurs Rollex ou se pavaner dans leurs gros SUV, au prix d'un appauvrissement des autres.

C'est tout l'avenir qu'ils nous souhaitent, c'est d'ailleurs déjà le présent. Avec des variantes, c'est partout la même politique anti-ouvrière. Mais, à niveler la situation des travailleurs en Europe et dans le monde, ils créent les bases d'une unification des luttes, redonnant tout son sens à l'appel de Karl Marx : « *Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !* »

Les réactionnaires ont gagné les élections en Grande-Bretagne sur fond, comme ici, de dégoût des travailleurs pour les simagrées d'une gauche gouvernementale tout aussi veule là-bas qu'ici. Ce n'est pas réjouissant, mais ce ne sont que des élections ! Sur le terrain, celui des luttes sociales, il est encore possible de remettre les pendules à l'heure. En tout cas, c'est une nécessité !

Non aux plateaux « boîtes à sardines » !

Pour tenter de cacher son délit de marchandage constant vis-à-vis des sous-traitants, la direction pond des implantations toujours plus délirantes pour nos camarades prestataires.

En les plaçant dans des bâtiments différents des Renault avec qui ils bossent, elle en vient à les « entasser » dans des plateaux trop petits, ce qui dégrade encore leurs conditions de travail.

Le retour de bâton n'en sera que plus fort, quand les prestataires en auront assez et se mobiliseront tous ensemble et avec les Renault.

Le beau linge s'auto-rince en famille

Il n'y a qu'à lire la composition du conseil d'administration de Renault pour se rendre compte de l'interconnexion des plus gros voleurs des plus grosses entreprises.

Chez Renault il y a, en plus d'un PDG aux multiples casquettes, des dirigeants de Total, Barclays, Danone... Mais le mieux, c'est le représentant de Goldman Sachs qui est en plus membre du « Comité de l'Audit, des Risques et de l'Éthique du Groupe ». Quand on connaît l'implication de cette banque dans la crise financière, ça fait sourire. Et c'est tout ce petit monde qui, tous les ans, s'auto-propose ses augmentations respectives.

Face à ceux qui se servent sans vergogne, 300 euros en plus par mois pour tous, c'est la moindre des choses !

Conseil du jour : une pause toutes les 2 heures

La direction fait pousser sur le site des « aires de repos » dignes des autoroutes de nos vacances. Pour parachever son œuvre, elle a ajouté des machines à café Selecta dont le prix est aussi prohibitif que celui du réseau autoroutier.

Si cela pouvait nous remettre sur le chemin des luttes sans limitation de vitesse, elle finirait par s'en mordre les doigts !

Même pas drône

Après les drones au-dessus de Paris, on apprend dans un flash info que ce serait au tour d'un hélicoptère de survoler le CTL. « *Cet appareil volant parfois en stationnaire est apparu équipé de caméras, donc suspect* ». Faites attention car beaucoup de caméras suspectes apparaissent aux entrées et sorties du site. Vus les moyens mis en place d'année en année, on se demande qui la direction recherche avec ces caméras.

Car pour nous, si elle cherche des voleurs, les seuls que nous connaissons sont au Quai le Gallo avec encore pour 2014 des salaires moyens des 10 mieux payés autour de 72 000 €... par mois.

Un « nouveau pauvre » à Cofely

Avec des augmentations entre 5 et 15 euros bruts pour les salariés du sous-traitant Cofely, une nouvelle recrue vient d'annoncer son adhésion au club des travailleurs pauvres. Le PDG sortant de GDF Suez (Cofely en est une filiale) Gérard Mestrallet a touché 1,4 million de

salaires fixe, 379 830 de prime et 1,67 million de stock options. Réaction de l'intéressé à la presse: « *Je rappellerai que depuis 2008, ma rémunération a diminué de 40%* ». De qui se moque-t-il ?

S'il croit que ça nous empêchera de revendiquer une augmentation de 300 euros de salaire pour tous, il se fout le doigt dans l'œil à défaut de nous arracher les larmes des yeux !

Pas assez low cost, mon fils

L'usine de Pitesti en Roumanie ne serait plus assez low cost pour Renault, qui se plaint que les salaires y ont augmenté de 170 % depuis 2008. Et de montrer en exemple l'usine de Tanger où les ouvriers sont payés 340 € bruts : un vrai paradis patronal !

Pour y remédier, la direction a un plan : passer l'automatisation du site de 5 à 20 %, bloquer les salaires et réduire les effectifs. Les travailleurs de Pitesti ont montré que c'est par la lutte qu'on augmente les salaires, c'est par là aussi qu'ils refuseront le chantage.

La pompe à fric : un brevet Renault

Le 20h de France 2 du 6 mai a révélé une optimisation fiscale pratiquée par Renault : la création de filiales (I-DVU, I-DVE et R-DREAM) afin de contourner le plafond du Crédit Impôt Recherche (CIR) et d'économiser des dizaines de millions d'euros d'impôts.

La direction l'a même reconnu lors d'un Comité d'Établissement du TCR : « *L'objet de ces filiales est de récupérer un certain nombre de frais [...] et de permettre de récupérer du CIR* ». Et d'ajouter : « *Il n'y rien de déshonorant à être une pompe à fric* ». Sauf que les pompés, c'est nous : les contribuables.

Et à la fin, ça se termine par un banquet

La résolution visant à empêcher le vote double pour les actionnaires de plus de deux ans, a été repoussée à l'AG des actionnaires du 30 avril. Mais qu'est-ce que cela change vraiment ? Ghosn l'a dit lui-même qu'« *il n'y a pas d'esprit de conflit larvé. [...] Ce qui est important c'est que nous convergions sur le fond* ».

Pour sceller cette convergence, les représentants de l'État ont approuvé, avec 99,6 % des votants, la résolution sur l'augmentation des dividendes. 560 millions d'euros à se partager, ça crée des liens.

Nos vies valent plus que leurs profits

Samedi dernier, le crash d'un A400M lors d'un vol d'essais coûtait la vie à 4 salariés d'Airbus en Espagne. Un crash qui survient après de multiples retards dans ce programme d'avion militaire suite à plusieurs réorganisations et désorganisations chez Airbus Military et ses sous-traitants.

Des politiques que l'on connaît bien chez Renault aussi. Des politiques dont ce serait toujours aux salariés de payer le prix, parfois même de leur vie.

Pour refuser de perdre notre vie à la gagner, c'est tous ensemble qu'il va falloir lutter.